



Un chômage de masse ignoré par le gouvernement

Alors que le Sénat a adopté la loi sur les retraites et que l'Assemblée nationale s'apprête à lui emboîter le pas, le nombre de chômeurs de 50 ans et plus a franchi en septembre la barre des 500 000, ce qui représente une hausse de + 16,6% sur un an.

Pour la deuxième fois consécutive le chômage augmente donc, pour atteindre 4 millions de demandeurs d'emploi en septembre 2010. Ce niveau inégalé depuis 1999, installe durablement un chômage de masse dans notre pays. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, aura beau se vouloir rassurante en affirmant que « *la tendance est à la stabilisation du marché de l'emploi* », l'embellie n'est pas encore au rendez-vous.

Le nombre de demandeurs d'emploi a ainsi progressé de 3,9 % en un an pour la catégorie A (ce qui représente près de 2,7 millions de personnes), et de 6,5 % pour les catégories A, B et C (soit 4 millions de personnes).

Quant au nombre de demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, il continue inexorablement sa progression, touchant 1 469 700 personnes (+ 24,9 % sur un an), chiffre jamais atteint depuis 2000. Parmi eux, 836 600 sont sans emploi depuis un à deux ans, victimes directes de la crise.

Ces mauvais chiffres sont le résultat des choix de gestion de la crise boursière par les banques et les groupes industriels et commerciaux. Tous leurs efforts ont été concentrés vers le maintien de la rémunération du capital au détriment de l'emploi, des salaires, des cotisations sociales et de l'investissement.

Aujourd'hui les salariés exigent l'ouverture de réelles négociations, tant avec le gouvernement que dans les entreprises, pour que les décisions économiques et politiques prennent en compte la valeur du travail et la dignité des travailleurs.

C'est tout le sens de la poursuite de la mobilisation pour une autre réforme des retraites, avec les journées de mobilisation unitaires interprofessionnelles des jeudi 28 octobre et samedi 6 novembre.

Montreuil, le 27 octobre 2010